



**Sommet extraordinaire de l'Union Africaine sur la situation  
humanitaire en Afrique**

**\*\*\***

**Discours d'ouverture de SEM Macky Sall,  
Président en exercice de l'Union**

*Malabo, 27 mai 2022*

**Monsieur le Président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, Président de la République de Guinée Equatoriale,**

**Chers collègues, Chefs d'Etat et de gouvernement,**

**Chère sœur, Madame Aisha Buhari, Présidente de la Mission de paix des Premières Dames africaines,**

**Mesdames, Messieurs les Ministres,**

**Monsieur le Président de la Commission de l'Union Africaine,**

**Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs et chefs de délégations,**

**Mesdames Messieurs,**

Je tiens d'abord à vous remercier vivement,

Monsieur le Président Teodoro Obiang Nguema

Mbasogo, pour votre accueil fraternel en terre équato-guinéenne, où nous nous retrouvons pour la première fois depuis notre dernier Sommet ordinaire.

Je remercie tous les collègues et chefs de délégations qui prennent part à nos rencontres d'aujourd'hui et de demain.

Assurément, la thématique qui nous occupe ce jour n'est pas réjouissante pour nos pays, en raison de l'ampleur et la persistance des urgences humanitaires sur le continent : urgences liées au changement climatique, aux catastrophes naturelles et aux attaques terroristes devenues endémiques dans certains pays ; mais également urgences liées aux conflits armés.

Selon le rapport des Nations Unies 2021 sur *l'Aperçu de la situation humanitaire mondiale*, six

parmi les crises les plus importantes et aux conséquences humanitaires alarmantes se trouvent en Afrique, avec plus de 30 millions de personnes déplacées interne, de réfugiés et de demandeurs d'asile.

La FAO quant à elle dénombre dans son Rapport 2021 sur l'état de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le monde 282 millions de personnes en situation de sous-alimentation en Afrique.

Le triste sort de ces millions de personnes, hommes et femmes de tous âges, démunies et sans espoir, interpelle nos consciences et notre humanité.

Il nous renvoie à notre responsabilité de prendre le mal par la racine, par une prophylaxie des tensions, en nous attaquant aux causes profondes des

situations humanitaires ; parce qu'il vaut mieux prévenir qu'essayer de guérir.

**Il nous invite** à déposer les armes, à pratiquer le dialogue pour régler nos différends par la voie pacifique.

**Il nous invite** à refuser la culture du rejet pour embrasser celle de l'accueil et du soin qui réparent les fragilités sociales en soulageant ceux et celles qui souffrent de la faim, de la maladie et de la pauvreté.

**Il nous invite** à l'accès au pouvoir par des moyens pacifiques et à convenir d'espaces de dialogue et de concertation pour un exercice apaisé du pouvoir.

**Il nous invite** à un développement inclusif, suivant les principes de justice sociale, afin que chaque

citoyen se sente légataire d'une partie des ressources nationales.

Nous ne pouvons rêver d'un avenir meilleur quand l'indigence des uns laisse indifférents les autres. L'Etat doit constamment servir de levier pour donner confiance à ceux qui pensent qu'ils ont raison de douter et de perdre espoir.

En contrepartie, l'Etat et les institutions qui l'incarnent méritent respect et la protection de tous.

Quand l'Etat est en péril, quand il est déstabilisé de quelque manière que ce soit, ce sont les fondements du *vivre ensemble* qui vacillent pour faire place au chaos.

Gouvernements, citoyens et société civile, nous avons tous l'obligation de ne pas scier la branche sur laquelle nous sommes assis.

Je n'oublie pas, bien sûr, les autres causes à la base des situations humanitaires.

**Je pense au fléau du terrorisme**, qui appelle une mobilisation plus conséquente de nos pays, selon de nouvelles méthodes d'intervention, transcendant les opérations classiques de maintien de la paix qui ont montré leurs limites. Nous aurons l'occasion d'y revenir à notre sommet de demain.

**Je pense au péril environnemental**, en particulier le réchauffement climatique, la sécheresse et la désertification et les catastrophes naturelles découlant des intempéries.

L'état du climat en Afrique 2020, publié sous l'égide de l'Organisation météorologique mondiale, la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies et l'Union africaine, laisse présager que d'ici à 2030, 118 millions d'africains risquent d'être en situation d'extrême pauvreté, sous l'effet combiné de l'élévation du niveau de la mer, des inondations, de la sécheresse et autres phénomènes associés.

D'une certaine façon, nous avons anticipé sur ces prévisions en ayant mis en place en 2012 le Groupe de la Mutuelle panafricaine de Gestion des Risques, African Risk Capacity (ARC).

En tant qu'Agence spécialisée de l'UA ayant pour but d'aider les pays africains à anticiper et gérer les catastrophes naturelles grâce à un mécanisme de financement des risques.

Elle contribue ainsi à améliorer les capacités de planification, de préparation et de réponse des Etats membres face aux catastrophes, y compris les effets des changements climatiques.

Depuis sa création, elle a, entre autres, émis des contrats d'assurance pour plusieurs pays africains contre les sécheresses et les cyclones tropicaux, pour près de 900 millions USD, bénéficiant à 90 millions de personnes vulnérables au risque d'insécurité alimentaire.

Je propose que notre sommet, tirant avantage de cette expérience positive, lance un appel en soutien à la campagne de mobilisation pour le renforcement des ressources de l'ARC afin qu'elle puisse encore mieux répondre aux urgences engendrées par les catastrophes naturelles.

En même temps, par souci de rationalité institutionnelle et d'efficacité opérationnelle, il me semble important de veiller à ce qu'il n'y ait pas de chevauchements entre les compétences et activités de l'ARC et celles de l'Agence Humanitaire Africaine.

Je saisis l'occasion pour exprimer à la Mission de paix des Premières Dames africaines, dirigée par notre sœur, Madame Aisha Buhari, toute notre gratitude pour leur mobilisation solidaire au service des populations vulnérables. Sa participation à notre sommet en porte témoignage.

Ayant à l'esprit les demandes répétées de l'Union Africaine, je lance un appel solennel pour la levée des sanctions étrangères imposées depuis des années à nos frères et sœurs du Zimbabwe.

En ces temps de crise profonde, ces sanctions empirent davantage les conditions de vie du peuple zimbabwéen.

Je rends hommage à tous les acteurs humanitaires engagés au secours des personnes en situation de détresse et de vulnérabilité, sans considération autre que les principes d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'universalité.

Pour ce don de soi dans des conditions de travail souvent difficiles et sur des théâtres d'opérations dangereux, parfois au péril de leur liberté et de leur vie, ils méritent respect et protection, en particulier dans les zones de conflit.

**Chers collègues,**

**Mesdames, Messieurs,**

Certes, les temps sont difficiles. Devant nos défis anciens, aggravés par les effets de la pandémie COVID-19 et un monde exténué par la guerre et une gouvernance économique et financière internationale injuste, nous n'avons d'autre choix que de rester résilients et combattifs.

Nous le devons à nous-mêmes et aux générations futures.

Avec nos ressources humaines et naturelles, avec la force, le talent et la créativité de notre jeunesse, notre continent ne peut pas se résoudre à une vocation de terre d'urgences humanitaires.

Bien au contraire, notre dignité de peuples libres nous oblige de rester debout et de poursuivre sans relâche notre combat pour le progrès, dans la paix, la liberté et la justice sociale. Unis et déterminés, nous arriverons.

Je déclare ouverts les travaux de notre Sommet. Je vous remercie.